



REUNION OBSERVATOIRE IDF DES RISQUES TRAVAUX SUR RESEAUX

Date : Mercredi 13 Juin 2019

PRESENTS

- **Président** : Benito BRUZZO.
- Tamara LEYLAVERGNE, Christophe CHAILLEY, Yvain DARCO, Fabrice DI LORETO, Alexandre LAGRANGE, Philippe LELONG, Liliias LOUVET, Jean-François MAREGIANO, Valérie MEDINGER, Mathieu RENOY, Aurélie PAPES, Pierre SROCZYNSKI

EXCUSES

- Antoine DE BROUWER, Ariane GRAZIANI, Mathieu DRENO, Hervé GRILLET, Christian LAMBERT Georges LE CORRE, Bruno MAGEN, Jean-Louis PRAUD, Stéphane RUIZ, Nicolas VANDENBERGHE, Patrick VILLETTE,

RAPPORTEUR

- Amandine ROUVEYROL

En préambule, le Président demande à Christophe Chailley d'assurer la présidence de la séance de l'Observatoire.

Tamara Leylavergne apporte des modifications au compte-rendu.

BILAN DES INCIDENTS A FIN MAI 2019 (Données pour la région Ile-de-France)

■ **PROTYS**

Tamara Leylavergne rappelle que ces chiffres traduisent le nombre de déclarations et non le nombre de chantiers.

	03/19 vs 03/18		04/19 vs 04/18		05/19 vs 05/18
ATU	-6%	ATU	2%	ATU	7%
DC	11%	DC	15%	DC	7%
DICT	-1%	DICT	14%	DICT	8%
DT	-1%	DT	23%	DT	13%
TOTAL	3%	TOTAL	15%	TOTAL	8%

Le mois d'avril a été un mois exceptionnel.

⇒ Christophe Chailley demande s'il est possible d'avoir une comparaison du nombre des déclarations par rapport aux chiffres nationaux. Tamara Leylavergne accepte et indique que cela sera mis en place pour le prochain comité.

■ **GRDF**

Situation difficile

255 DO à fin mai 2019, soit une augmentation de +19% en comparaison avec 2018

Taux d'endommagement pour 100 DICT est en train de remonter

GRDF constate une dégradation de la qualité des travaux et de la prévention sur le terrain

Sous MOA collectivité, forte hausse des endommagements +35%

Constat de GRDF sur les causes des incidents :

- Gros volume d'activité
- Recours à la sous-traitance
- Problématique forte avec le Bâtiment

■ **ENEDIS**

315 DO à fin mai 2019 contre 276 en 2018

Dommages sur du HTA en hausse

Forte hausse des DICT (+5000 DICT par rapport à 2018)

Forte dégradation du nombre de DO et du taux d'endommagement

Forte hausse sur le territoire du 94

90% des DO sont souterrains

■ **GRT GAZ**

2 incidents depuis le début de l'année

Causes évoquées : début des travaux sans RDV préalable de marquage, chantiers longs avec interlocuteurs multiples ne favorisant pas les transmissions d'information

■ **RTE**

16 DO en 2018

14 DO déjà recensés à fin mai 2019

Pour RTE, les sanctions sont insuffisantes au regard des prises de risque et des dommages causés

Etude au sein de RTE sur des solutions innovantes pour prévenir les opérateurs sur le chantier de la proximité des réseaux et émettre des alertes sonores et visuelles pour rappeler à la vigilance.

Lilias Louvet souhaiterait mener une expérimentation en IDF avec un dispositif proposé dans le cadre de cette étude sur un chantier avec une entreprise qui serait prête à mener conjointement l'expérimentation.

Philippe Lelong propose d'associer son groupe à l'expérimentation.

■ **ORANGE**

Pas de données à communiquer

■ **TRAPIL**

En l'absence de Mathieu Dreno, les chiffres sont présentés sans commentaires.

Le bilan des incidents donne lieu à de nombreux échanges :

- ⇒ **Problématiques des endommagements liés aux entreprises de Bâtiment** : Christophe Chailley propose aux exploitants de réseaux de faire remonter les incidents identifiés comme liés aux entreprises de Bâtiment pour sensibiliser la FFB et le Ministère et réfléchir à des actions de communication propres aux entreprises de Bâtiment.
- ⇒ **Analyse des incidents en Ile-de-France** : il ressort des différents échanges une absence de coordination dans la préparation et la gestion d'un chantier entre le responsable de projet, l'exploitant et l'entreprise. Les entreprises font remonter que certains MOA ne font pas de DT. Tous s'accordent pour dire qu'il subsiste une méconnaissance de la réglementation par les MOA, notamment petites collectivités locales, c'est tout l'enjeu du dispositif BS 2018-2024 pour les sensibiliser et permettre l'appropriation de la réglementation et ses obligations.

Mathieu Renoy du SIGEIF confirme cette nécessité de rappeler aux collectivités la réglementation et la sensibilisation de proximité qu'il faut mener. A ce titre, le rapport d'activité du SIGEIF prévoit un focus sur la réglementation anti-endommagement de réseaux. La nouvelle Direction Générale met en place des réunions de travail thématique, celle de septembre portera sur les endommagements de réseaux. Un courrier a été diffusé, en lien avec GRDF, pour alerter les collectivités et les inviter à entrer dans la prévention en s'associant au dispositif BS 2018-2024.

Jean-François Maregiano évoque la nécessité de former et préparer les étudiants qui seront eux-mêmes les futurs acteurs de la réglementation. Il convient de mobiliser l'éducation nationale et l'enseignement supérieur sur ce sujet.

Les échanges font également ressortir une confusion autour de la notion d'urgence. Les entreprises regrettent le manque de réactivité des équipes d'exploitants dans certaines situations, alors que les exploitants rappellent aux entreprises que des étapes préliminaires auraient pu être effectuées, notamment une prise de contact avec l'exploitant au démarrage des travaux, avant de se retrouver dans des situations propices à l'incident.

Aurélié Papes rappelle également que la DRIEE ne sanctionne pas l'endommagement mais la non-conformité à la réglementation, d'où l'importance de mener une analyse plus fine de l'incident pour déterminer le faisceau de manquements à la réglementation.

⇒ **Les membres de l'Observatoire proposent la création d'un groupe de travail sur l'analyse des causes profondes des incidents en Ile-de-France. Lilius Louvet, représentante RTE, accepte d'en assurer le pilotage. Ce groupe sera amené à faire une analyse sur la base d'incidents franciliens en présence des représentants des parties prenantes (MOA, exploitant, entreprise) accompagnés de pairs membres de l'Observatoire.**

Les analyses issues de ces REX pourront ainsi être remontées à l'Observatoire National, via son GP2 sur les indicateurs, permettre une mobilisation argumentée auprès du Ministère et construire des actions de communication ciblées.

⇒ **Les membres proposent qu'un document d'alerte soit réalisé (format A4) avec des éléments de langage simples pour diffusion large. Les membres du GT Communication préparent un document projet pour validation auprès des exploitants.**

POINT ASSEMBLEE GENERALE OBSERVATOIRE NATIONAL DT DICT

A l'occasion de l'Assemblée Générale du 11/06/2019, un nouveau Bureau a été élu :

Georges LE CORRE, Président, mandat représentant MOA - AITF

Thierry LIROLA, 1^{er} Vice-Président, mandat FNTF

Eric LESAGE, 2^e Vice-Président, mandat exploitant de réseaux (GRDF)

Tamara LEYLAVERGNE, Trésorière, mandat Personnes qualifiées (Protys)

Les messages évoqués lors de l'Assemblée Générale ont porté sur les causes profondes des incidents.

Trois tables-rondes se sont succédées :

- Présentation de l'ICSI sur les REX et la prévention des accidents graves et mortels
- Présentation du dispositif BS 2018-2024 par l'OR IDF
- Réseaux sensibles en unité urbaine, un an pour se préparer à l'obligation de réponse en classe A : qui fait quoi ?

POINT SUR LE DISPOSITIF BALISE DE SECURITE 2018-2024

Christophe Chailley fait un point d'étape :

- Dispositif déployé sur 60 communes
- Prochaine réunion en préfecture le 20/06 dans les Yvelines
- Via le réseau des membres du SIGEIF, un courrier co-rédigé avec GRDF a été transmis aux collectivités pour les informer des ratios d'endommagement. A la suite de cet envoi, 2 collectivités ont souhaité aller plus loin et découvrir le dispositif BS 2018-2024

⇒ **Les membres de l'Observatoire souhaiteraient avoir une copie du courrier adressé aux adhérents du SIGEIF**

SEMAINES REGIONALES DE LA PREVENTION DES ENDOMMAGEMENTS DE RESEAUX

Les Semaines Régionales de la Prévention vont être lancées à partir du 17/06 jusqu'au 05/07.

- ⇒ **Les éléments de communication seront transmis à la FRTP IDF pour diffusion auprès des entreprises**

BILAN AIPR

- ⇒ Amandine Rouveyrol informe les difficultés à obtenir de manière régulière, chaque mois, les chiffres des centres d'examen signataires du Protocole.
- ⇒ Sur les 11 signataires du Protocole, seuls 2 ou 3 centres transmettent régulièrement leurs données
- ⇒ **Les membres décident de limiter la collecte des données à 2 fois par an pour garder le lien avec les centres et pouvoir comparer les données franciliennes avec les données nationales.**

QUESTIONS DIVERSES

- ⇒ Matinale du 20 Mars 2019
Les membres sont satisfaits de la matinale du 20 Mars : bonne dynamique, qualité des interventions, quizz apprécié
Pour l'an prochain, la partie cocktail est à améliorer.

Prochaine réunion de l'Observatoire : **Jeudi 19 septembre 2019 à la FRTP IDF**